



**Centre Hospitalier Régional et
Universitaire de Tours**
Direction des Achats et des
Approvisionnements
37044 Tours Cedex 9
<http://www.chu-tours.fr>



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Marché de fournitures courantes

(Articles R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique)

Procédure n°2024-UNIHA-111_M2563_BIS

**FOURNITURE DE PURÉES ET FLOCONS DE POMMES DE
TERRE DESHYDRATÉS POUR LE GROUPEMENT DE
COMMANDES ET LA CENTRALE D'ACHATS UNIHA**

Période :
du 01/06/2025 au 28/02/2029

Le présent document comprend 30 pages et 6 annexes.

Table des matières

Chapitre I – Identification de l’acheteur public.....	4
Article 1 : Représentant du pouvoir adjudicateur	4
Chapitre II – Généralités	5
Article 1 : Description des marchés	5
1.1 Objet.....	5
1.2 Type de pouvoir adjudicateur	5
1.3 Description des marchés	5
1.3.1 Type de marchés	5
1.3.2 Forme spécifique des marchés.....	5
1.3.3 Montant maximum du marché	6
1.3.4 Classification CPV (vocabulaire commun des marchés).....	6
1.3.5 Décomposition en tranches ou en lots et étendue	6
1.4 Durée des marchés	8
1.4.1 Durée initiale du marché.....	8
Article 2 : Centrale d’achat UNIHA membre du groupement de commandes.....	8
2.1 Principes généraux relatifs aux conditions d’intervention de la centrale d’achats UniHA	8
2.2 Bénéficiaires de la centrale d’achats UniHA.....	8
2.3 Convention de mise à disposition de contrat.....	9
2.4 Conditions particulières d’exécution des contrats conclus dans le cadre de la centrale d’achats UniHA et mis à disposition	9
2.5 Partage de responsabilité	9
Article 3 : Définitions	10
Article 4 : Pièces contractuelles du (des) marché(s).....	10
4.1 Référence au CCAG.....	10
4.2 Pièces constitutives des marchés	10
4.3 Pièces contractuelles postérieures à la conclusion du (des) marché(s)	11
4.4 Pièces à délivrer au titulaire des marchés	11
Article 5 : Sous-traitance.....	11
Article 6 : Obligations générales des titulaires	11
6.1 Changements affectant les titulaires	11
6.2 Protection de la main-d’œuvre	11
6.3 Assurance	12
6.4 Discretion et confidentialité.....	12
6.5 Sécurité.....	12
6.6 Règlement européen sur la protection des données Sécurités (RGPD)	12
Chapitre II – Prix et règlements.....	13
Article 7 : Contenu et caractère des prix	13
7.1 Forme des prix	13
7.2 Contenu des prix	13
7.3 Détermination et révision des prix.....	14
7.3.1 Détermination des prix	14
7.3.2 Modalités de révision des prix.....	14
7.3.3 Modalités de révision de prix des catalogues	15
7.4 Offres promotionnelles.....	15
Article 8 : Avances et retenue de garantie	15
8.1 Avances.....	15
8.2 Retenue de garantie.....	15
Article 9 : Modalités de règlement.....	15
9.1 Acompte, règlement définitif et solde	15
9.2 Présentation des demandes de paiement	15
9.2.1 Transmission et dépôt des factures électroniques	16
9.3 Délai de paiement.....	16
Article 10 : Titulaire étranger.....	17
Chapitre III – Exécution	17

Article 11 : Qualité des fournitures et prestations de service.....	17
11.1 Qualité des fournitures et prestations de service.....	17
11.2 Évolution technique, technologique ou réglementaire	17
Article 12 : Délai d'exécution	18
Article 13 : Commandes	18
Article 14 : Livraison des fournitures.....	18
14.1 Généralités.....	18
Article 15 : Récupération des données	19
15.1 Reporting « récupération des données fournisseurs ».....	19
15.2 Alimentation du e-catalogue UniHA.....	20
Article 16 : Ruptures d'approvisionnement.....	20
16.1 Ruptures ponctuelles.....	20
16.2 Arrêt ou rupture définitive d'un produit	21
16.3 Rupture nationale ou arrêt définitif d'un produit.....	21
Article 17 : Modifications en cours d'exécution du contrat.....	21
17.1 Clauses de réexamen du contrat.....	21
17.1.1 Évolution des produits en sans additifs	21
17.1.2 Fluctuation exceptionnelle des prix.....	22
17.1.3 Pénurie sur une matière.....	22
Article 18 : Lutte contre le travail dissimulé	22
Chapitre IV – Constatation de l'exécution	23
Article 19 : Opérations et décisions de vérification.....	23
19.1 Vérifications quantitatives	23
19.2 Vérifications qualitatives	23
19.3 Décisions du pouvoir adjudicateur.....	24
19.4 Déclarations des incidents et non-conformités	25
Article 20 : Admission et transfert de propriété	25
Article 21 : Responsabilité.....	25
Article 22 : Propriété intellectuelle	25
Article 23 : Garantie.....	25
Article 24 : Défaut de fabrication/Rappel de lot.....	26
Chapitre V – Différends et litiges	27
Article 25 : Pénalités.....	27
25.1 Exigibilité des pénalités.....	27
25.2 Calcul des pénalités de retard d'exécution.....	27
25.3 Pénalités pour mauvaise exécution	27
25.4 Pénalités pour problèmes de qualité des produits récurrent.....	27
25.5 Pénalités sur autres litiges d'exécution.....	27
25.6 Pénalités pour défaut des obligations relatives à la récupération des données	28
25.7 Pénalités en cas de rupture nationale d'approvisionnement.....	28
25.8 Pénalités en cas de non-respect de l'évolution du cahier des charges	28
25.9 Cumul	28
Article 26 : Résiliation du (des) marché(s).....	28
26.1 Motifs de résiliation.....	28
26.2 Indemnités de résiliation.....	29
Article 27 : Exécution aux frais et risques du titulaire.....	29
27.1 En cas de rupture d'approvisionnement en cours d'exécution du marché.....	29
27.2 Après résiliation prononcée aux torts du titulaire	29
Article 28 : Droit applicable et tribunal compétent	29
Chapitre VI – Dérogations au CCAG	30

Chapitre I – Identification de l'acheteur public

Article 1 : Représentant du pouvoir adjudicateur

Nom du pouvoir adjudicateur : **Centre Hospitalier Régional Universitaire de Tours**
Représentant du pouvoir adjudicateur : **Madame la Directrice Générale du CHRU de Tours**
Adresse : **37044 TOURS Cedex 9**

Adresse internet : <http://www.chu-tours.fr>
Adresse du profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Référents du dossier
Référént administratif du dossier : **M. DA SILVA Clément**

Adresse : **CHRU de Tours**
Direction des Achats, de la Logistique, des
Approvisionnements et de la Transition Écologique
37044 TOURS Cedex 9

Téléphone : **06 21 10 09 74**
Télécopieur : **02 47 47 60 81**
Courrier électronique : clement.dasilva@uniha.org

Référént technique du dossier : **M. LEDIEU Éric**
Téléphone : **02 47 47 47 05**
Courrier électronique : e.ledieu@chu-tours.fr

Chapitre II – Généralités

Article 1 : Description des marchés

1.1 Objet

La présente procédure a pour objet la fourniture de purées et flocons de pommes de terre déshydratés pour les adhérents au groupement de commandes et à la centrale d'achats du GCS UniHA.

La nature des fournitures ainsi que les conditions techniques de leur exécution sont définies au CCTP.

Les établissements dont la liste figure en annexe 2 du CCAP ont constitué un groupement de commandes pour le présent marché public.

Est également adhérent à ce groupement de commandes, le GCS UniHA au titre de ses activités de Centrale d'Achat, pour le bénéfice exclusif de ses membres mentionnés à l'annexe 1 du CCAP.

1.2 Type de pouvoir adjudicateur

Afin d'optimiser la commande publique dans le domaine de la santé, un Groupement de Coopération Sanitaire (G.C.S.) dénommé UniHA a été constitué par des établissements de santé.

Le Coordonnateur exerce l'activité permanente de centrale d'achat au sens de l'article L.2113-2 du Code de la commande publique.

En vertu de sa convention constitutive, l'assemblée générale du coordonnateur peut donner mandat à l'un de ses membres pour coordonner des groupements de commande.

La présente consultation est coordonnée par le CHRU de Tours en application de la délibération de l'assemblée générale du GCS UniHA n°2023-16 en date du 22/11/2023.

En vertu de ce mandat, le CHRU de Tours – ci-après « le Coordonnateur » - est pouvoir adjudicateur de la présente procédure et coordonne le groupement de commande constitué des membres listés en annexe 2 du CCAP. La centrale d'achat est membre de ce groupement de commande.

Les établissements bénéficiaires du présent marché sont pouvoir adjudicateur dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre au sens où ils émettent leurs bons de commande directement auprès des titulaires du marché, et sont responsables de l'exécution des prestations objet du marché à l'égard des titulaires retenus.

1.3 Description des marchés

1.3.1 Type de marchés

Marchés de fournitures : <input checked="" type="checkbox"/>	Marchés de services : <input type="checkbox"/>	Marchés de travaux : <input type="checkbox"/>
<input checked="" type="checkbox"/> Achat <input type="checkbox"/> Location <input type="checkbox"/> Crédit-bail <input type="checkbox"/> Location-vente	Catégorie de service : <input type="checkbox"/> <i>(Nomenclature présentée en Annexe II à la directive européenne 2004/18/CE)</i>	<input type="checkbox"/> Exécution <input type="checkbox"/> Conception réalisation

1.3.2 Forme spécifique des marchés

Le présent marché est un accord-cadre mono-attributaire s'exécutant par l'émission de bons de commandes (Articles R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique).

Caractéristiques de l'accord-cadre à bon de commandes :

CHRU de Tours	CCAP Procédure n°2024-UNIHA-111_M2563_BIS	Page 5/30
---------------	---	-----------

Le montant maximum par lot est détaillé à l'article 1.3.3. Ce montant est contractuel et détermine le plafond de commandes pouvant être émises auprès du ou des titulaires.

L'estimation des quantités figurant au tableau récapitulatif des besoins a une valeur indicative. Elle permet au soumissionnaire d'apprécier le volume d'achat de la consultation. Les quantités indiquées dans ces annexes n'ont aucun caractère contractuel.

L'annexe 4 du CCAP « Quantités par établissement » précise le détail de l'allotissement et les quantités prévisionnelles par lot de chaque membre du groupement de commandes pour la durée du marché.

Les quantités de la centrale d'achat sont estimées à environ 10% du volume global de chaque lot.

Les bons de commande seront émis par le représentant de l'établissement adhérent au fur et à mesure des besoins.

1.3.3 Montant maximum du marché

Le montant maximum du lot est de :

N° de lot	Intitulé	Estimation 48 mois HT (au regard de l'historique)	Maximum contractuel 48 mois HT (au regard des projections)
11	Purées et flocons de pommes de terre déshydratés - Commun	12 619 792,36 €	37 859 377,08 €

1.3.4 Classification CPV (vocabulaire commun des marchés)

Objet principal	Descripteur principal	Descripteur supplémentaire
	15312000-8 15310000-4 03212100-1 15313000-5	

1.3.5 Décomposition en tranches ou en lots et étendue

- Prestations divisées en lots : oui ☐ non ☒
- La présente consultation comporte 1 lot.

COMMUN	Lot 11 : Purées et flocons de pommes de terre déshydratés
--------	---

Chaque établissement souhaitant adhérer à la procédure se positionne sur les différents lots suivant sa capacité à atteindre le minimum de livraison indiquée ci-dessous :

Lot commun à l'ensemble des établissements :

COMMUN - Lot 11: Purées et flocons de pommes de terre déshydratés: **200€ HT par livraison**

La mise en place d'un minimum de livraison commun à un même soumissionnaire dans le cadre de l'attribution de plusieurs lots sera évoquée avec le(s) soumissionnaire(s) retenus et fera l'objet d'une mise au point de marché lors de la phase d'attribution.

Pour les établissements qui seront adhérents par la Centrale d'Achat, les informations seront données lors de cette adhésion.

De manière exceptionnelle, les fournitures objet du présent marché pourront être choisies sur le catalogue du fournisseur. Il est précisé que ces produits seront strictement conformes à l'objet du marché et que le montant consacré chaque année à des achats de fournitures sur catalogue ne pourra dépasser 10% du total du montant annuel des achats réalisés pour le lot considéré.

Le catalogue correspond au prix public. Les remises et offres promotionnelles appliquées au public bénéficient obligatoirement au pouvoir adjudicateur.

Le BPU « Tableau d'offres » précise le taux de remise accordé sur catalogue par produit.

1.4 Durée des marchés

La durée maximum d'exécution des marchés est de 48 mois comme détaillée ci-dessous :

1.4.1 Durée initiale du marché

Le marché débute à compter du 01/06/2025 (ou de la date de notification si postérieure) jusqu'au 28/02/2029. Le marché n'est pas reconductible.

Les établissements dont le début d'exécution est spécifique pour tout ou partie des lots sont cités dans l'annexe 1 du CCTP.

Article 2 : Centrale d'achat UNIHA membre du groupement de commandes

2.1 Principes généraux relatifs aux conditions d'intervention de la centrale d'achats UniHA

Afin d'optimiser la commande publique dans le domaine de la santé, un Groupement de Coopération Sanitaire (G.C.S.) dénommé UniHA a été constitué par les établissements de santé membres du GCS UniHA. Il est doté de la compétence de Centrale d'Achat. Il peut intervenir au profit des pouvoirs adjudicateurs des secteurs sanitaires et médicaux sociaux au sens du Code la Santé Publique.

Les articles qui suivent décrivent les conditions d'intervention de la centrale d'achat UniHA en application des dispositions du droit de la Commande Publique et des stipulations de la Convention Constitutive du Groupement de Coopération Sanitaire UniHA.

2.2 Bénéficiaires de la centrale d'achats UniHA

Les membres du GCS UniHA sont rappelés en annexe (cf. liste des adhérents UniHA en annexe 1 du CCAP) du présent contrat. Cette liste arrêtée par délibération de l'Assemblée Générale est susceptible d'évoluer. Le cas échéant, la nouvelle liste sera communiquée au titulaire.

S'ils n'ont pas adhéré au présent groupement de commandes ou s'ils n'ont pas adhéré sur un des lots du présent groupement de commandes, ces membres du GCS sont les premiers bénéficiaires de la centrale d'achat

Toutefois, pour faciliter l'accès à la commande publique et à l'optimisation des moyens publics, la Convention Constitutive du GCS UniHA stipule qu' « en application du droit de la commande publique, le GCS UniHA peut organiser au bénéfice des établissements de santé et médico-sociaux, pouvoirs adjudicateurs, au sens du Code de la Santé Publique et du droit de la Commande Publique une centrale d'achat ».

Ainsi, le présent contrat pourra être mis à disposition, à l'ensemble des pouvoirs adjudicateurs précités, à travers la signature de conventions de mise à disposition mentionnées à l'article 2.3 du présent contrat.

2.3 Convention de mise à disposition de contrat

Pour bénéficier du présent contrat, une convention de mise à disposition du contrat est conclue entre le GCS UniHA et chaque établissement qui demande le bénéfice du présent contrat. Une fois cette convention de mise à disposition signée, cet établissement est alors dénommé « bénéficiaire ».

En toute hypothèse, les bénéficiaires sont alors considérés comme ayant respecté leurs obligations de publicité et de mise en concurrence conformément aux dispositions du droit de la Commande Publique.

La convention de mise à disposition indique notamment la dénomination du présent contrat et la nature des fournitures, équipements et prestations qui constituent son objet.

Le titulaire du contrat sera informé par le GCS UniHA de la signature de cette convention et de l'identité de l'adhérent qui devient bénéficiaire des stipulations de ce contrat par effet direct de la signature de la convention de mise à disposition.

La convention de mise à disposition ne sera exécutoire et opposable au titulaire qu'à compter de la notification par la Centrale d'Achat par télécopie ou par courriel avec accusé de réception du titulaire.

Par le présent CCAP, le titulaire donne son accord sans réserve possibles pour exécuter le présent contrat directement auprès des bénéficiaires de la centrale d'achat dès réception de la notification de la convention de mise à disposition.

La convention de mise à disposition prend fin de manière automatique à l'échéance naturelle du contrat ou bien à toute date antérieure convenue entre les adhérents.

2.4 Conditions particulières d'exécution des contrats conclus dans le cadre de la centrale d'achats UniHA et mis à disposition

Dès lors que la convention citée à l'article précédent est conclue et que le titulaire du contrat en est informé, le bénéficiaire du contrat peut demander l'exécution du présent contrat.

Le titulaire assure directement les livraisons et prestations de services auprès du bénéficiaire.

Le titulaire établit et adresse directement à l'adhérent bénéficiaire les factures et autres documents justificatifs permettant le règlement des sommes dues par le comptable du bénéficiaire.

Au terme de chaque semestre civil, le titulaire établit un relevé des commandes de fournitures, équipements et prestations assurées dans le cadre du contrat conclu au titre de la centrale d'achat UniHA. Ce relevé comporte le chiffre d'affaires TTC facturé par bénéficiaire. Il est transmis sous forme de tableur type EXCEL aux adresses suivantes : centraleachat@uniha.org ; clement.dasilva@uniha.org et vincent.dorschner@uniha.org dans un délai de quinze jours calendaires ainsi qu'au coordonnateur du groupement de commandes.

2.5 Partage de responsabilité

Le GCS UniHA ne peut être tenu responsable de défauts constatés dans l'exécution du contrat dès lors que le titulaire du contrat aura reçu notification de la mise à disposition contractuelle.

Les contentieux nés de l'exécution du présent contrat relèvent exclusivement de la relation contractuelle établie entre bénéficiaire et le titulaire, sauf en cas de résiliation unilatérale à l'initiative du GCS UniHA.

Le GCS UniHA ne peut être tenu pour responsable de retards de livraison ou de paiement dont la cause résulte de l'exécution du contrat, ou des relations entre bénéficiaire et le titulaire.

Article 3 : Définitions

Jours ouvrés : du lundi au vendredi

Coordonnateur : établissement de santé membre du groupement de commandes assurant la coordination du groupement de commandes et ayant qualité de pouvoir adjudicateur.

Adhérent : établissement public de santé ayant signé la convention constitutive du groupement de commandes et exécutant le marché.

Article 4 : Pièces contractuelles du (des) marché(s)

4.1 Référence au CCAG

Pour toutes les dispositions auxquelles il n'est pas formellement dérogé dans le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières, les titulaires seront soumis aux dispositions du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et Services, (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 en vigueur à la date limite de remise des offres ou, pour les procédures négociées sans concurrence, à la date de signature de l'acte d'engagement par les titulaires.

4.2 Pièces constitutives des marchés

Les marchés sont régis par les documents contractuels suivants :

- Tableau d'offres
- 2. Le présent Cahier des Clauses Administratives particulières et ses annexes :
 - Annexe 1 : Liste des adhérents UniHA
 - Annexe 2 : Liste des adhérents au groupement de commandes
 - Annexe 3 : Risques généraux dans les établissements hospitaliers
 - Annexe 4 : Quantités par établissements
 - Annexe 5 : Détermination des prix
 - Annexe 6 : Template e-catalogue UniHA
- 3. Le Cahier des Clauses Techniques Particulières et son annexe
 - Annexe 1 : « Fiches logistiques »
- 4. Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et Services
- 5. L'offre technique du titulaire
- 6. Le catalogue général des produits complémentaires avec proposition d'un taux de remise minimum pour chacun des lots (taux de remise indiqué sur le « Tableau d'offres »)

En cas de contradiction entre les pièces constitutives du (des) marché(s), ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

4.3 Pièces contractuelles postérieures à la conclusion du (des) marché(s)

Après leur conclusion, les marchés pourront être modifiés par voie d'avenant.

4.4 Pièces à délivrer au titulaire des marchés

- **Notification**

Le CHRU de Tours fera parvenir une copie de l'acte d'engagement par voie dématérialisée. La notification transforme le projet de marché en marché et le candidat en titulaire.

La date de notification correspond à la date de retrait du document précité sur la plateforme de dématérialisation.

- **Nantissement et cession de créance**

Si le titulaire souhaite céder ou nantir sa créance, il en informe le CHRU de Tours par courrier. L'acheteur lui communiquera une copie de l'original du marché, signée par le représentant du pouvoir adjudicateur et revêtue de la mention indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre au titulaire de céder ou de nantir la créance résultant du marché.

Conformément à l'article R2191-46 du Code de la commande publique, le montant maximum de la créance que le titulaire peut céder ou donner en nantissement correspond au montant du marché diminué du montant des prestations sous-traitées et donnant lieu à paiement direct.

Article 5 : Sous-traitance

Sans objet.

Article 6 : Obligations générales des titulaires

6.1 Changements affectant les titulaires

Le titulaire s'engage à informer le CHRU de Tours, avant toute nouvelle facturation, de tout changement survenant au cours du marché affectant :

- La personne ayant qualité pour le représenter
- La forme de l'entreprise
- La raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination
- Son adresse ou son siège social
- La cession d'une ou de différentes activités
- L'acquisition d'une nouvelle activité
- Son adresse bancaire...

Il lui fait parvenir, le cas échéant, un extrait KBis du registre du Commerce, une photocopie de l'extrait du Journal des Annonces Légales et Juridiques et un RIB ou un RIP.

Le paiement des factures sera suspendu tant que le CHRU de Tours ne sera pas en possession des documents nécessaires ou jusqu'à la notification d'un avenant.

6.2 Protection de la main-d'œuvre

Les titulaires se doivent respecter les obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail dans l'entreprise.

Ils sont responsables du respect de celles-ci par ses sous-traitants éventuels.

6.3 Assurance

Le titulaire déclare avoir souscrit un contrat d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'il encourt en cas de dommages occasionnés par l'exécution du marché. Le titulaire s'engage à s'assurer contre le risque de tout dommage de quelque nature que ce soit, pouvant intervenir sur les lieux d'exécution des prestations ou en connexion avec lesdites prestations, et imputables directement ou indirectement à l'un de ses employés et / ou à leurs prestations.

Le titulaire s'engage à communiquer une attestation de ladite assurance dès que le CHRU de Tours en fait la demande, pendant toute la durée d'exécution du marché.

6.4 Discrétion et confidentialité

Le titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il a accès dans le cadre du présent marché. Il s'engage à faire respecter cette obligation à l'ensemble de son personnel, préposé et éventuel sous-traitant.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, **le marché pourra être résilié pour faute.**

6.5 Sécurité

Le CHRU de Tours et les établissements adhérents ont défini, selon les dispositions du décret n° 92- 158 du 20 février 1992 (Code du Travail - Articles R. 4511-1 à R. 4515-1), une politique de sécurité des personnes lors des interventions d'entreprises extérieures dans leurs établissements.

Cette politique se traduit par l'application de différentes procédures que le titulaire du marché devra respecter.

Les Etablissements adhérents pourront s'assurer, auprès des salariés du titulaire du marché, de leur connaissance des règles de sécurité retenues dans le Plan de Prévention de l'opération, dans la mesure où ce plan aura préalablement été communiqué au titulaire du marché par l'établissement.

Les Etablissements adhérents se réservent la possibilité de suspendre l'exécution de la prestation, si les conditions de sécurité ne sont pas respectées, jusqu'à la mise en œuvre, par le titulaire du marché, des dispositions correctives nécessaires.

Pour aider le titulaire du marché à mieux intégrer la sécurité dans son offre et en cours d'exécution des prestations, figure en annexe au présent CCAP, un document intitulé les « Risques généraux dans les établissements hospitaliers ».

6.6 Règlement européen sur la protection des données Sécurités (RGPD)

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 ainsi que la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée.

Le titulaire traite les données personnelles collectées auprès des agents de UniHA, du Coordonnateur et de chaque adhérent pour les seuls besoins du suivi administratif de l'accord-cadre et l'exécution des prestations contractuelles qui lui incombent.

Chaque établissement bénéficiaire s'engage à mettre en œuvre les obligations qui s'imposent en application du RGPD et de la politique interne de l'établissement en conséquence de l'utilisation des fournitures et prestations objet du marché et le titulaire s'engage à les respecter.

Ces obligations feront l'objet le cas échéant d'un accord spécifique entre l'établissement bénéficiaire et le titulaire selon la politique interne de l'établissement.

Chapitre II – Prix et règlements

Article 7 : Contenu et caractère des prix

7.1 Forme des prix

Les marchés sont passés à prix unitaires. Les prix unitaires de l'offre sont appliqués aux quantités réellement livrées ou exécutées.

Les prix facturés prennent en compte la date de commande.

Les prix sont composés au maximum de 3 chiffres après la virgule.

7.2 Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre tous les frais afférents à l'exécution des prestations décrites au CCAP et notamment :

- Le conditionnement, l'emballage et la manutention,
- L'assurance,
- Le stockage,
- Le transport jusqu'au lieu de livraison,
- Les frais afférents aux opérations de vérification et à la livraison franco destination sur le territoire français, droits d'autorisation d'exportation et assurance jusqu'au lieu de destination compris,
- Les charges fiscales parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation.

Ainsi les taxes réglementaires, autres que la TVA, doivent être intégrées au prix unitaire HT du candidat.

Aucune taxe réglementaire ne pourra faire l'objet d'une facturation supplémentaire en cours d'exécution du marché. Cela s'appliquera également en cas d'application d'une nouvelle taxe, sauf disposition réglementaire ou législative contraire.

Le prix correspond aux exigences standards de livraison : utilisation de palettes bois, palettes multiproduits... Toute demande de conditionnement particulière (palettes mono-produits, palettes plastiques...) entraînant un surcoût peut faire l'objet d'une facturation supplémentaire. Le montant de cette facturation doit être indiqué sur l'offre du candidat (annexe 1 à l'acte d'engagement).

La livraison se fera franco de port au-dessus des montants HT indiqués à l'article 1.3.5 du présent CCAP. Ces montants feront l'objet, lors de la mise au point du (des) marché(s) d'un franco global pour l'ensemble des lots attribués à un même titulaire. Il s'agira d'un minimum de commande par marché.

Ces montants s'entendent par livraison effective et par point de livraison. Les frais de transport des fournitures seront alors à la charge du titulaire.

Le montant des frais de port pour toute livraison inférieure aux montants indiqués à l'article 1.3.5 du présent CCAP est celui indiqué par le titulaire dans le BPU. Ce montant est contractuel.

Les reliquats de livraison ne donnent pas lieu à l'application de ce minimum de commande.

Pour les départements et régions d'outre-mer (DROM), les prix devront être en FCA (Free Carrier).

7.3 Détermination et révision des prix

7.3.1 Détermination des prix

Les prix sont révisables à la hausse ou à la baisse dans les conditions définies ci-après. La demande de révision de prix peut être à l'initiative du pouvoir adjudicateur ou du titulaire.

7.3.2 Modalités de révision des prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

- **Demande de révisions tarifaires :**

Les titulaires devront faire parvenir leur demande de révision tarifaire à la filière restauration UniHA par courrier électronique **au plus tard 1 mois avant la date de révision de prix** (soit avant le 1^{er} novembre 2025, 1^{er} mai 2026, 1^{er} mai 2027, etc... aux adresses suivantes : clement.dasilva@uniha.org et vincent.dorschner@uniha.org

A défaut la révision ne peut s'opérer et le prix retenu est le dernier prix accepté au marché. Cependant, le coordonnateur se réserve la possibilité par tous moyens à sa disposition de faire la preuve des évolutions de prix du produit concerné notamment en cas de baisse des cours et d'en exiger l'application.

La demande doit comporter un tableau des prix applicables qui devra TOUJOURS être présenté avec les éléments suivants :

- Les numéros de lots et de produits en lien avec l'allotissement de la consultation,
- Les désignations et références produits du titulaire,
- Les indices pour la révision définis dans l'annexe 5 au CCAP « Détermination des prix »,
- Les valeurs des indices ayant permis les calculs,
- Les nouveaux prix révisés.

- **Prix de référence pour la variation :**

Les prix de référence pour la variation sont les prix unitaires nets hors taxe, qui figurent dans l'offre des candidats en annexe 1 à l'acte d'engagement.

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de mars 2025 ; ce mois est appelé « mois zéro » (M0).

- **Modalités de révision des prix**

Cette modalité de révision des prix pourra être modifiée en cours d'exécution du (des) marché(s) avec l'accord du (des) titulaires ainsi que du pouvoir adjudicateur en cas de mise en place d'un RNM épicerie – France AgriMer. Cela fera l'objet d'un avenant qui précisera les nouvelles modalités de révisions des prix.

A. Pour les produits ne faisant pas l'objet d'une cotation

Ils pourront faire l'objet d'une révision périodique annuelle à la hausse ou à la baisse au 1^{er} décembre 2025 puis au 1^{er} juin 2026, 1^{er} juin 2027, etc... sur la base de l'évolution des prix d'achat des matières premières des produits visés par cet article, facturés au titulaire par ses fournisseurs.

L'augmentation des prix ne pourra en aucun cas excéder 2% par période de révision. Dans l'hypothèse où la demande de révision des prix serait supérieure à 2%, le CHRU de Tours négociera l'évolution de tarif avec le titulaire et pourra demander tous les éléments la justifiant.

7.3.3 Modalités de révision de prix des catalogues

Le catalogue fourni par le titulaire doit comprendre le prix public, le taux de remise, le prix remisé.

Le catalogue est demandé par lot et pour la famille de produits concernée par le lot.

Le titulaire pourra faire évoluer le contenu de son catalogue une fois par période de révision. La moyenne d'augmentation du tarif catalogue ne pourra pas excéder la moyenne d'augmentation du lot par période de révision.

En cas de désaccord sur l'augmentation des prix supérieure à la moyenne d'augmentation du lot, les tarifs du dernier catalogue en vigueur s'appliqueront.

7.4 Offres promotionnelles

Les titulaires ont l'obligation de proposer au pouvoir adjudicateur des remises promotionnelles exceptionnelles qu'ils pourraient pratiquer dès lors que celles-ci auraient pour conséquence une diminution des prix des marchés.

Notamment, ils peuvent faire bénéficier les membres du groupement de commandes d'offres promotionnelles exprimées en prix et/ou en pourcentage qu'ils sont susceptibles de proposer à l'ensemble de leur clientèle. Dans ce cas, les titulaires doivent communiquer les dates de début et de fin d'application.

Ces prix promotionnels se substituent alors automatiquement aux prix contractuels pendant les périodes définies.

Article 8 : Avances et retenue de garantie

8.1 Avances

Le titulaire indique dans l'acte d'engagement son souhait de bénéficier de l'avance prévue aux articles R2191-3, R2191-5, R2191-6, R2191-13, R2191-16 à R2191-19 du code de la commande publique.

L'avance est remboursée dans les conditions fixées par les articles R2191-11 et R2191-12 du code de la commande publique.

8.2 Retenue de garantie

Il n'est pas prélevé de retenue de garantie sur les versements faits aux titulaires des marchés.

Article 9 : Modalités de règlement

9.1 Acompte, règlement définitif et solde

Chaque bon de commande fera l'objet d'un paiement partiel définitif.

9.2 Présentation des demandes de paiement

Le paiement est effectué en application des règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG-FCS.

Il est établi une facture par bon de commande, sauf si un bon de commande donne lieu à plusieurs livraisons, auquel cas il sera établi une facture par livraison.

La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions suivantes :

CHRU de Tours	CCAP Procédure n°2024-UNIHA-111_M2563_BIS	Page 15/30
---------------	---	------------

- Désignation de l'émetteur (par un numéro d'identité) et du destinataire de la facture
- Numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries
- Code d'identification du service en charge du paiement ;
- Date de la facture
- Référence du marché
- Numéro de la commande
- Désignation de la fourniture livrée
- Lieu de livraison
- Montant net HT de la fourniture livrée
- Taux et montant de la TVA
- Le montant net TTC de la fourniture livrée
- Les montants nets totaux HT et TTC de la facture

Le(s) titulaire(s) de plusieurs lots présente(nt) des factures distinctes pour chacun des lots ou une facture globale identifiant distinctement les différents lots.

9.2.1 Transmission et dépôt des factures électroniques

Les factures devront être adressées via le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat CHORUS PRO (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>).

Les informations de chaque adhérent pour l'envoi des factures sur la Plateforme Chorus indiquées dans l'annexe 1 du CCTP « Fiches logistiques » devront être prises en compte :

- SIRET
- Code Service
- N° engagement juridique

Conformément à l'article R3133-3 du Code de la commande publique, l'utilisation de la facture électronique est exclusive de tout autre mode de transmission.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon des modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, l'acheteur public doit rejeter la facture transmise en avertissant l'entreprise au préalable et l'invitant à utiliser « Chorus ».

9.3 Délai de paiement

Le paiement s'effectuera par virement dans un délai maximum de 50 jours.

Lorsque la date de réception de la demande de paiement est antérieure à la date d'exécution des prestations, le délai court à compter de la date d'admission des fournitures.

Le défaut de paiement dans le délai prévu ci-dessus donne droit au versement d'intérêts moratoires et d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros, conformément à la loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière (titre IV) et le décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le délai de paiement peut être suspendu par l'ordonnateur ou le comptable public quand les justificatifs produits sont insuffisants ou en cas de différend sur les sommes dues aux titulaires.

Article 10 : Titulaire étranger

La monnaie de compte des marchés est l'EURO. Le prix libellé en EURO restera inchangé en cas de variation de change. Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le(s) titulaire(s) est (sont) établi(s) dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il(s) facturera (factureront) ses prestations hors TVA et aura (auront) droit à ce que l'administration lui (leur) communique un numéro d'identification fiscal.

Chapitre III – Exécution

Article 11 : Qualité des fournitures et prestations de service

11.1 Qualité des fournitures et prestations de service

Les fournitures et prestations de services doivent être conformes aux spécifications techniques décrites dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières ; dans le tableau de réponse « Tableau d'offres » et aux normes en vigueur.

Les titulaires s'engagent à ce que ses fournitures soient de qualité équivalente à celle des échantillons fournis avec leur offre.

11.2 Évolution technique, technologique ou réglementaire

Le titulaire informera le pouvoir adjudicateur de la commercialisation des nouveaux produits du fabricant. Les nouvelles références intéressant le pouvoir adjudicateur seront intégrées au marché via la clause catalogue au tarif public auquel sera appliquée la remise contractuelle. Ces produits sont strictement conformes à l'objet du marché.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'ajouter au BPU un, des nouveau(x) produit(s) si celui-ci, ceux-ci répond(ent) à un besoin exprimé. Ce(s) produit(s) sera, seront strictement conforme(s) à l'objet du marché. Un avenant sera réalisé.

En cas d'évolution technique sur un (des) produit(s) durant la période d'exécution du (des) marché(s), le(s) titulaire(s) pourra (pourront) proposer de substituer dans la même gamme, une nouvelle référence à celle retenue au(x) marché(s), au prix convenu au(x) présent(s) marché(s).

A la demande du (des) titulaire(s) ou du pouvoir adjudicateur et en cas d'évolution technique et/ou réglementaire durant la période d'exécution du (des) marché(s), le CHRU de Tours pourra substituer en accord avec le(s) titulaire(s) un produit ayant un label, une norme permettant d'augmenter la qualité de ce dernier au prix convenu au(x) présent(s) marché(s).

En cas d'arrêt de fabrication de son (ses) matériel(s) durant la période d'exécution du (des) marché(s) et de commercialisation de produits de remplacement, même de technologie plus avancée, le(s) titulaire(s) accepte(nt) de fournir ce(s) nouveau(x) produit(s) au prix convenu au(x) présent(s) marché(s).

Le CHRU de Tours reste libre d'accepter ou non cette proposition. En cas d'acceptation, un certificat administratif ou un avenant sera conclu entre les deux parties. Si aucun produit de substitution ne peut convenir ou n'est proposé, le CHRU de Tours pourra résilier le marché ou faire exécuter les prestations aux frais et risques du titulaire.

Toute modification ou substitution est soumise à l'accord préalable express du pouvoir adjudicateur.

Article 12 : Délai d'exécution

Le délai d'exécution de chaque bon de commande part de la date d'envoi du bon de commande jusqu'à l'admission de la dernière livraison correspondante, même si celle-ci est opérée au-delà du terme du (des) marché(s).

Les délais de livraison sont fixés dans chaque bon de commande.

Délai normal : le délai normal est de 72 heures en jours ouvrés.

Délai urgent : en cas de besoin urgent, le fournisseur s'engage à livrer dans un délai inférieur à 48 heures.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par l'établissement adhérent dans les conditions de l'article 13.3 du C.C.A.G.-F.C.S.

Le délai d'exécution du bon de commande peut se prolonger au-delà du terme du marché sous réserve que le bon de commande ait été émis pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

Article 13 : Commandes

Les bons de commande seront signés par un représentant des établissements adhérents à la présente procédure.

Ces commandes, correspondant à des produits non stockés, seront émises en fonction des besoins. Les commandes ne pourront pas être passées plus d'un mois avant la date de livraison souhaitée sauf accord du titulaire.

Les bons de commande font apparaître les informations suivantes :

- La quantité à livrer
- La date de livraison/le délai d'exécution du bon de commande
- Les lieux de livraison
- Le montant du bon de commande
- La référence du marché
- Le numéro de la commande
- La désignation de la fourniture ou de la prestation
- Le prix net unitaire HT
- Les informations concernant la facturation

Article 14 : Livraison des fournitures

14.1 Généralités

Les livraisons sont obligatoirement accompagnées d'un bordereau de livraison comportant les quantités et la désignation des produits livrés ainsi que le numéro de commande et le cas échéant le numéro de lot ou de série.

Les livraisons sont effectuées à l'adresse mentionnée sur le bon de commande. Toute livraison égarée du fait du non-respect de l'adresse de livraison reste à la charge du titulaire et ne peut être facturée à l'établissement adhérent du groupement de commandes.

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance de l'annexe 1 du CCTP « Fiches Logistiques », qui définit les modalités de fonctionnement et les dispositifs logistiques en vigueur dans chaque établissement adhérent.

Le déchargement de la marchandise est fait par le transporteur, jusqu'au lieu de livraison désigné sur le bon de commande.

Les bons de livraison comportent au minimum les indications suivantes :

- Identité de l'établissement destinataire
- Identité du fournisseur
- Identité du transporteur
- Désignation et référence de chaque fourniture
- Prix unitaires de chaque fourniture
- Quantité livrée
- Nombre de colis - Conditionnements et sous-conditionnements

Lorsque les titulaires ne peuvent honorer une commande dans sa totalité, ils doivent en informer l'établissement adhérent dont les coordonnées figurent sur le bon de commande, qui prendra toutes dispositions nécessaires à l'intérêt de l'établissement adhérent en différant la livraison ou en annulant la commande.

En aucun cas la substitution des produits ne sera acceptée sans accord préalable du représentant de l'établissement adhérent.

Le titulaire est responsable du mode de transport de ses fournitures, selon les conditions prévues à l'article 20.3 du CCAG.

De plus, conformément à l'article 20.3 du CCAG, les risques afférents au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que les opérations de conditionnement, d'emballage, de chargement et d'arrimage incombent au titulaire.

Si les produits sont livrés sur palettes, ou ROLLS ou caddies, la taille et la hauteur des palettes doivent être convenues, établissement par établissement en début de marché, entre le titulaire et les responsables des magasins des différents établissements. Le déchargement de la marchandise est fait par le transporteur, jusqu'au lieu de livraison désigné lors de la commande.

L'ordonnancement des articles sur la palette doit être réalisé de manière à respecter l'intégrité des emballages.

Sauf pour les lots expressément nommés (ou désignés), il ne sera accepté aucun produit comportant un sigle ou symbole d'association ou d'appartenance à une conviction religieuse.

En cas de rejet de fournitures non conformes à la commande ou aux stipulations du marché, les frais de retour sont à la charge du titulaire.

La livraison des fournitures est constatée par le signataire du bon de livraison dont chaque partie conserve un exemplaire.

Article 15 : Récupération des données

15.1 Reporting « récupération des données fournisseurs »

Le titulaire s'engage à transmettre à UNIHA deux reporting par an, afin d'effectuer un suivi de l'activité du

titulaire en termes de volumétrie et en terme financier. Les dates de reporting demandées sont le **31 juillet** pour les données du 1^{er} janvier au 30 juin (semestre 1) et le **31 janvier** pour les données du 1^{er} juillet au 31 décembre (semestre 2).

Ces exigences s'imposent pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, quelle que soit la date de début et la date de fin de l'accord-cadre, dès lors que sa période d'exécution couvre en partie un semestre.

Ce reporting sera réalisé à l'aide d'un fichier template disponible sur le site internet de UniHA à partir du menu suivant : « Je suis une entreprise », « Reporting fournisseur ».

Le reporting doit permettre de renseigner les données obligatoires suivantes :

- Le N° SIRET du titulaire, le nom du titulaire,
- Le N° de marché attribué par UniHA,
- Le N° de Lot et le N° de sous lot,
- Le N° SIRET de l'établissement bénéficiaire du marché, le nom de l'établissement,
- Les dates de début et de fin de période de reporting (exemple 01/01/2026 - 30/06/2026 : pour des données agrégées au semestre) pour caractériser la période concernée par la ligne de donnée,
- Les quantités de produits facturés,
- Le montant facturé en euros HT et TTC.

- **Mode opératoire :**

Le fichier devra être nommé selon la règle suivante : Nomdufournisseur_S12025 (pour 1^{er} semestre 2025). Le format fichier sera CSV ou Excel.

Le lien pour déposer le fichier se trouve sous « Je suis une entreprise », « reporting fournisseur ». Il permet de tester le fichier et de le transmettre à UniHA.

15.2 Alimentation du e-catalogue UniHA

Afin d'alimenter le e-catalogue UNIHA et de proposer aux adhérents une vitrine des articles proposés dans chaque lot, les titulaires de l'accord-cadre devront fournir le template e-catalogue (transmis par le CHRU de Tours) complété avec les produits proposés dans leur offre.

Les titulaires disposent d'un délai de 60 jours à compter de la notification pour fournir l'ensemble des éléments par voie électronique.

Le titulaire ne peut se soustraire à cette obligation. Tout retard dans la remise de ces informations exposera le titulaire à une pénalité conformément à l'article 25.6 ci-dessous.

Article 16 : Ruptures d'approvisionnement

16.1 Ruptures ponctuelles

En cas de rupture locale concernant un ou plusieurs adhérents, le ou les adhérent(s) donne(nt) son (leur) accord à la proposition de substitution. Celle-ci ne peut pas perdurer au-delà de 3 mois maximum sauf accord du coordonnateur et doit avoir un caractère exceptionnel. Cette substitution doit respecter les conditions initiales du marché et ne doit pas engendrer de modification de prix unitaire. Il ne sera pas rédigé de certificat administratif.

Si aucun produit de substitution ne peut convenir ou n'est proposé, chaque adhérent pourra appliquer les stipulations relatives à l'exécution aux frais et risques du titulaire.

En cas de rupture nationale ponctuelle d'un produit, dans le cas où le titulaire est dans l'impossibilité de livrer un produit pour cause de rupture ponctuelle chez l'industriel, il doit soumettre, préalablement, toute proposition de substitution de produit pour validation au coordonnateur du groupement de commandes en lui adressant la fiche technique du produit (un échantillon peut être demandé avant la validation).
Le coordonnateur donnera ou non son accord pour le remplacement ponctuel du produit.

Cette substitution ne peut pas perdurer au-delà de 3 mois maximum sauf accord du coordonnateur et doit avoir un caractère exceptionnel. Cette substitution doit respecter les conditions initiales du marché et ne doit pas engendrer de modification de prix unitaire. Il ne sera pas rédigé de certificat administratif.

Si aucun produit de substitution ne peut convenir ou n'est proposé, chaque adhérent pourra appliquer l'article 16.3 du CCAP, relatif aux modalités à appliquer en cas de rupture nationale d'un produit.

16.2 Arrêt ou rupture définitive d'un produit

Dans le cas où un produit n'est plus commercialisé, le titulaire propose au coordonnateur un produit de remplacement sans modification de prix unitaire dans un délai de 15 jours minimum avant la date présumée de prise en compte de ce changement. Il fournit un échantillon et la fiche technique du produit afin que le coordonnateur puisse s'assurer que ce produit bénéficie des mêmes caractéristiques que le produit retenu initialement au marché.

En cas d'accord du coordonnateur, ce dernier rédigera un certificat administratif qu'il transmettra aux adhérents du groupement.

Si aucun produit de substitution ne peut convenir ou n'est proposé, chaque adhérent pourra appliquer l'article 16.3 du CCAP, relatif aux modalités à appliquer en cas d'arrêt nationale d'un produit.

16.3 Rupture nationale ou arrêt définitif d'un produit

L'établissement adhérent ne pourra pas mettre en œuvre une mesure d'exécution aux frais et risques pour un produit donné, lorsque le prix du produit de substitution acquis auprès d'un fournisseur tiers excède de **20%** le prix du produit prévu au marché.

Dans ce cas, le titulaire encourt néanmoins la pénalité forfaitaire liée à la rupture d'approvisionnement prévue à l'article 25.7 du présent C.C.A.P.

Article 17 : Modifications en cours d'exécution du contrat

Des modifications en cours d'exécution du contrat pourront intervenir conformément aux dispositions des articles R 2194-1 à R 2194-10 du code de la commande publique.

17.1 Clauses de réexamen du contrat

17.1.1 Évolution des produits en sans additifs

Dans une démarche d'amélioration continue et de suppression des additifs (acide glutamique (E620), glutamate monosodique (E621) et le dioxyde de silicium (E551)) ; il est exigé du titulaire du marché de se conformer d'ici à la date anniversaire du marché (1^{er} juin 2026) au retrait des additifs cités ci-dessus. Voir article « 7.2 Protection du consommateur » du CCTP.

En cas de non-respect de cette clause de réexamen, les pénalités définies à l'article 25.8 du présent CCAP seront applicables.

En cas de modification tarifaire causée par ces changements, à la hausse ou à la baisse, les parties se concertent et recherchent un accord. Par la suite, les articles 7.3 et 17.1.2 du CCAP s'appliqueront.

En cas de non-respect de la clause de réexamen, ou à défaut d'accord entre les parties sur la modification tarifaire évoquée ci-avant, le pouvoir adjudicateur pourra résilier le marché dans les conditions prévues par l'article 26.1 du présent C.C.A.P.

17.1.2 Fluctuation exceptionnelle des prix

Une éventuelle modification de la clause de variation de prix du présent contrat pourrait être mise en œuvre en cas de fluctuations exceptionnelles des prix suite à une crise majeure sur une matière ou sur une campagne.

Dans ce cas, et en dehors de la clause de révision prévue à l'article 7.3 du CCAP, les prix pourraient faire l'objet d'une seule révision à la hausse ou à la baisse durant l'année civile.

Le pouvoir adjudicateur et le titulaire pourraient ajuster les prix, à la hausse ou à la baisse, si l'un ou l'autre prouve, documents à l'appui, une évolution exceptionnelle telle, par exemple, qu'une évolution des prix des matières premières ou une baisse des cours. Les parties se concertent et recherchent un accord. A défaut d'accord entre les parties, le pouvoir adjudicateur pourra résilier le marché sans indemnité.

Outre les modalités prévues à l'article 7.3 du CCAP, la modification des prix sera rendue possible pour les produits concernés par la survenance d'une nouvelle écocontribution en cours d'exécution d'un marché.

17.1.3 Pénurie sur une matière

De même, en cas de crise majeure entraînant un risque de pénurie sur une matière, le titulaire pourrait demander au pouvoir adjudicateur, documents à l'appui, une dérogation aux exigences du CCTP. Le pouvoir adjudicateur pourrait autoriser, pendant une période définie, le titulaire à déroger à une (des) exigence(s) d'origine sur une(des) ligne(s) produit(s).

Article 18 : Lutte contre le travail dissimulé

Les candidats doivent respecter les dispositions prévues au code du travail concernant la lutte contre le travail dissimulé et s'acquitter des formalités pendant toute l'exécution du marché.

Chapitre IV – Constatation de l'exécution

Article 19 : Opérations et décisions de vérification

19.1 Vérifications quantitatives

Cette vérification consiste à comparer la quantité livrée à la quantité commandée ; celle-ci a lieu au moment de la livraison.

Si la quantité fournie n'est pas conforme au bon de commande, le représentant de chacun des établissements adhérents met le titulaire en demeure d'ajuster la livraison en plus ou en moins dans les délais définis ci-dessous :

Si la quantité fournie est inférieure à la quantité commandée, le titulaire s'engage à compléter cette quantité dans un délai n'excédant pas 48 heures.

Si la quantité fournie est supérieure à la quantité commandée, le titulaire s'engage à reprendre immédiatement cet excédent sans contrepartie.

19.2 Vérifications qualitatives

Les opérations de vérification qualitative ont pour objet de contrôler la conformité des fournitures livrées ou des prestations exécutées avec les spécifications du marché.

Le représentant de chacun des établissements adhérents dispose d'un délai de 15 jours à compter de la date de livraison pour procéder à la vérification qualitative.

Les produits livrés doivent correspondre au bon de commande. En cas d'inadéquation, la livraison de produits conformes est demandée.

Plusieurs types de contrôles qualitatifs seront effectués à la livraison des produits.

Le contrôle qualitatif a pour but de vérifier visuellement, et si nécessaire au moyen de prélèvements en vue d'analyses de laboratoires :

- Que la fourniture faisant l'objet du contrôle correspond à la commande, en particulier aux caractéristiques des produits faisant l'objet du marché telles qu'elles sont énoncées dans le CCTP et ses annexes,
- Qu'elles proviennent bien des établissements ou ateliers de fabrication visés au marché (conformité de l'étiquetage),
- Que la qualité fournie est conforme à la catégorie énoncée et aux critères microbiologiques fixés par la réglementation,
- Que la fourniture n'ait subi, depuis sa préparation, aucune détérioration ou altération susceptible d'en diminuer la salubrité,
- Que la température de transport est celle prescrite par la réglementation,
- Que les conditionnements et les emballages aient conservé leur intégrité, qu'ils soient en parfait état de propreté et que les indications réglementaires y sont portées,
- Que le produit présente bien les critères d'une denrée loyale et marchande, notamment l'absence de couleurs, d'odeur et de goût anormaux,
- Que la réglementation en vigueur est respectée concernant la traçabilité des produits réceptionnés.

Des analyses bactériologiques et nutritionnelles peuvent être sollicitées par le coordonnateur. Les établissements adhérents peuvent également réaliser ce type d'analyse.

Ces analyses seront effectuées par un laboratoire agréé et seront à la charge de l'émetteur.

Le pouvoir adjudicateur et les établissements adhérents réaliseront des analyses aléatoires.

- **Analyses bactériologiques** : Ces analyses concernent le dénombrement des germes les plus courants et, à la demande de l'établissement, peuvent porter sur des germes spécifiques (listéria, flore lactique, etc.). Les échantillons seront prélevés en chambre froide et transportés réglementairement jusqu'au laboratoire.
Des contrôles libératoires ne sont pas imposés.
- **Analyses nutritionnelles** : Ces analyses porteront sur la recherche quantitative et/ou qualitative des nutriments du produit (protides, lipides, glucides, sodium, potassium...) et sur la recherche d'allergènes majeurs tels qu'annoncés sur la fiche technique correspondante fournie avec l'offre et/ou exigés dans le CCTP.

En cas de non-conformité, il sera demandé aux fournisseurs dans un délai de 24 heures :

- De communiquer au coordonnateur la liste des établissements ayant passé commande du produit incriminé,
- De communiquer au coordonnateur le ou les numéros de lots concernés,
- De communiquer les résultats de ses autocontrôles ou le lancement d'une contre analyse sur le ou les lots incriminés. En fonction du risque, il pourra être demandé au fournisseur le lancement d'une autre analyse sur un autre lot que celui incriminé.

En cas de non-conformité, présentant un risque pour le consommateur, le titulaire devra dans les plus brefs délais, contacter les établissements ayant réceptionné des produits du lot incriminé et obtenir la confirmation de la bonne prise en compte de la mise en isolement avant reprise ou destruction des produits.

Le titulaire informera le coordonnateur du suivi du traitement du retrait/rappel à J+3 (jour ouvrable) maximum et si l'incident n'est pas terminé à J+3 (jour ouvrable), il informera le coordonnateur à J+3 (jour ouvrable) puis continuera à informer régulièrement le coordonnateur sur les adresses alerte.alimentaire@chu-tours.fr ; clement.dasilva@uniha.org et vincent.dorschner@uniha.org jusqu'à la clôture de l'incident.

En cours de marché, l'établissement pourra demander à chaque fournisseur un ou des résultats d'analyses bactériologiques ou physico chimiques pour chaque produit retenu. Un audit ou une visite de leurs sites de fabrication ou entrepôts de stockage pourra être organisé en liaison et coordination avec l'acheteur de la filière et le coordonnateur.

19.3 Décisions du pouvoir adjudicateur

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises par le représentant du pouvoir adjudicateur ou une autre personne qu'il aura désignée à cet effet, dans les conditions suivantes :

Après contrôle visuel de conformité, si un ou des éléments ne sont pas conformes, l'ensemble de la livraison sera refusé. Le remplacement du ou des produits devra être effectué dans les 48 heures.

Après connaissance des résultats d'analyses bactériologiques, si les résultats ne sont pas conformes aux normes réglementaires et/ou à son offre, le titulaire en sera averti dès que possible et si nécessaire la Direction Départementale de la Protection de la Population (DDPP) sera alertée. Les produits identiques restant en stock à l'établissement seront repris et échangés dans les meilleurs délais.

Une analyse portant sur un autre lot sera réalisée par ou à la charge du fournisseur.

Après connaissance des résultats d'analyses physico-chimiques et nutritionnelles, les résultats seront comparés à ceux mentionnés sur les fiches techniques.

En cas de différence jugée significative par le coordonnateur du segment, le fournisseur en sera averti immédiatement et devra faire réaliser, à sa charge, les mêmes contrôles qui devront être comparés à ceux de la fiche technique. Si cette différence représente un risque majeur potentiel, une contre analyse portant sur le même lot ainsi qu'une analyse sur un autre lot seront réalisées par le coordonnateur à la charge du fournisseur.

Éventuellement les organismes officiels de contrôle pourront être saisis par l'établissement (DDPP).

Dans le cas de produits présentant une non-conformité avérée aux spécifications techniques (écart majeur sur les spécifications nutritionnelles, présences d'additifs non déclarés), il pourra être exigé la reprise du lot concerné au frais du titulaire et son remboursement par le titulaire à l'adhérent.

19.4 Déclarations des incidents et non-conformités

Toute non-conformité soit à réception du produit, soit lors de son utilisation, peut faire l'objet d'une déclaration par l'établissement adhérent sur la plateforme en ligne mise à la disposition de ses adhérents par la filière Restauration UniHA – Espace adhérent – « PILOT' ».

Le titulaire doit traiter obligatoirement la non-conformité via cette même plateforme. Il doit accuser réception de la non-conformité dès qu'elle a été établie et apporter une réponse appropriée rapidement.

Article 20 : Admission et transfert de propriété

Lorsque les vérifications qualitatives sont opérées sans observation de la part de l'établissement adhérent dans le délai de 15 jours, les articles sont considérés comme admis.

Cependant, les articles se révélant défectueux à la mise en service ou en cours d'utilisation feront l'objet d'une demande d'échange.

Dans tous les cas, la décision d'admission des produits est prise sous réserve de vices cachés.

Article 21 : Responsabilité

Le(s) titulaire(s) demeure(nt) responsable(s) des dommages commis par son (leur) personnel lors des (leurs) interventions dans les locaux des établissements adhérents.

Le(s) titulaire(s) est (sont) responsable(s) du transport de ses (leurs) produits et il(s) en assure(nt) les risques afférents jusqu'au lieu de destination.

Article 22 : Propriété intellectuelle

Les dispositions prévues aux articles 34 à 37 du CCAG-FCS s'appliquent.

Article 23 : Garantie

La durée de garantie ne pourra pas être inférieure à celle prévue à l'article 33 du CCAG-FCS. Elle est précisée dans l'offre du titulaire.

Article 24 : Défaut de fabrication/Rappel de lot

En cas de défaut de fabrication et/ou de rappel de lot, présentant un risque pour le consommateur, le titulaire devra avertir le Coordonnateur aux adresses suivantes : alerte.alimentaire@chu-tours.fr ; clement.dasilva@uniha.org et vincent.dorschner@uniha.org dès qu'il en aura eu connaissance et au maximum sous un délai de 1 jour ouvrable maximum, et lui fournir le détail de l'alerte et la liste des établissements ayant réceptionné des produits du lot incriminé, avec la(les) date(s) de livraison et les quantités livrées.

Il devra dans les plus brefs délais, contacter les établissements ayant réceptionné des produits du lot incriminé et obtenir la confirmation de la bonne prise en compte de la mise en isolement avant reprise ou destruction des produits.

Le titulaire informera le coordonnateur du suivi du traitement du retrait/rappel à J+3 (jour ouvrable) maximum et si l'incident n'est pas terminé à J+3 (jour ouvrable), il informera le coordonnateur à J+3 (jour ouvrable) puis continuera à informer régulièrement le Coordonnateur sur les adresses alerte.alimentaire@chu-tours.fr ; clement.dasilva@uniha.org et vincent.dorschner@uniha.org jusqu'à la clôture de l'incident.

Chapitre V – Différends et litiges

Article 25 : Pénalités

25.1 Exigibilité des pénalités

Les pénalités dues par le(s) titulaire(s), sont décomptées, calculées et exigibles si, à l'expiration du délai contractuel défini ci-dessus, les prestations du (des) titulaire(s) ne sont pas entièrement réalisées ou souffrent d'un manquement aux stipulations ou exigences des marchés, quelle qu'en soit l'origine ou la nature (mauvaise exécution ou autre litige d'exécution).

Les pénalités diverses sont à appliquer après récurrence du défaut d'exécution et après envoi de courriers demandant des actions correctives non suivies d'effet. C'est à l'adhérent d'apprécier le caractère récurrent et il doit être en mesure de fournir les éléments justificatifs de l'application de ces pénalités.

25.2 Calcul des pénalités de retard d'exécution

En cas de non livraison dans le délai contractuel à compter de la date d'envoi du bon de commande ou à celle reconduite avec l'accord de chaque établissement adhérent, il sera appliqué au(x) titulaire(s) une pénalité de 20 euros TTC par jour de retard.

La date de référence sera la date de livraison initialement prévue ou celle reconduite.

Les livraisons partielles ne mettront pas fin au calcul des pénalités mais les réduiront simplement à proportion de la quantité livrée.

25.3 Pénalités pour mauvaise exécution

Dans le cas de palettisation défectueuse récurrente (agencement non étudié des produits, risque de gerbage, etc...) ou dans le cas de protection insuffisante des produits (défaut d'emballage, produits écrasés, etc...), une pénalité forfaitaire de 50 euros TTC pourra être appliquée par livraison par le pouvoir adjudicateur.

25.4 Pénalités pour problèmes de qualité des produits récurrent

En cas de problèmes récurrent de qualité du produit, l'établissement adhérent pourra appliquer une pénalité forfaitaire de 20 euros TTC à chaque livraison non-conforme du produit en question (se référer aux mesures de vérifications qualitatives de l'article 19.2 du présent CCAP).

Ces pénalités pourront s'appliquer après envoi d'un courrier (mettant en copie le pouvoir adjudicateur) demandant des actions correctives non suivies d'effet.

Par la suite, c'est à l'adhérent d'apprécier le caractère récurrent et il doit être en mesure de fournir les éléments justificatifs de l'application de ces pénalités (photos, courrier, mail, etc...).

25.5 Pénalités sur autres litiges d'exécution

En cas de litiges d'ordre administratif récurrents lors de l'exécution du marché (non-conformité des factures ou des bons de livraison, changements de référence sans accord préalable du pouvoir adjudicateur, ...), une pénalité forfaitaire de 50 euros TTC pourra être appliquée par le pouvoir adjudicateur.

25.6 Pénalités pour défaut des obligations relatives à la récupération des données

Dans le cas où le titulaire ne respecte pas les dates de reporting prévues à l'article 15 du présent CCAP, une pénalité de retard de 200 euros par semaine de retard sera appliquée après mise en demeure préalable. Une semaine s'entend du lundi au vendredi. Toute semaine entamée est due.

25.7 Pénalités en cas de rupture nationale d'approvisionnement

En cas de rupture d'approvisionnement imputable au titulaire d'une durée supérieure à quinze (15) jours, pour un produit n'ayant pas fait l'objet d'un produit de substitution accepté par le coordonnateur, l'établissement concerné par cette rupture nationale pourra appliquer, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire d'un montant de 100 € par rupture nationale constatée, dès lors que le prix d'un produit équivalent acheté auprès du fournisseur tiers excède de **20%** le prix du produit prévu au marché.

Dès lors que le prix d'un produit équivalent acheté auprès d'un fournisseur tiers se situe entre **0 et 19.99%** d'augmentation par rapport au prix prévu au marché, l'établissement concerné par cette rupture nationale pourra appliquer, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire d'un montant de 50 € par rupture nationale constatée ainsi que la clause de frais et risques prévue à l'article 27 du présent CCAP.

Lorsqu'un produit initialement en rupture est retiré du marché ou remplacé par un produit de substitution au-delà du délai de quinze (15) jours susmentionnés, la pénalité, si elle a été appliquée, reste acquise à l'établissement.

25.8 Pénalités en cas de non-respect de l'évolution du cahier des charges

Afin de permettre au titulaire de se conformer aux exigences de suppression des additifs suivants : (acide glutamique (E620), glutamate monosodique (E621) et le dioxyde de silicium (E551)), il lui est laissé un délai d'un an.

A compter du 1^{er} juin 2026, les différentes recettes présentes dans cette procédure devront donc être exemptes des additifs cités ci-dessus.

En cas de non-respect de cette exigence, le titulaire s'expose à une pénalité forfaitaire mensuelle de 100€ par établissements adhérents et par mois de retard. Tout mois de retard démarré sera dû.

25.9 Cumul

Les pénalités sont cumulatives.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités sont dues dès le premier euro.

Article 26 : Résiliation du (des) marché(s)

26.1 Motifs de résiliation

Le pouvoir adjudicateur peut mettre fin à l'exécution des marchés à tout moment, dans les conditions prévues aux articles 39 à 42 du CCAG-FCS.

En complément des cas prévus à l'article 40 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur pourra également mettre fin au(x) marché(s) pour perte d'objet du marché ou lorsque le(s) titulaire(s) ne sera (seront) plus dans la capacité de fournir les fournitures ou prestations, objet du (des) marché(s).

Enfin, en complément des cas prévus à l'article 41 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur pourra également mettre fin au marché dans le cas où la demande de révision des prix faite par le(s) titulaire(s) dépasse le pourcentage indiqué dans le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières ou si à compter du 1^{er} juin

2026, les différentes recettes présentes dans cette procédure ne sont pas exemptes des additifs suivants : (acide glutamique (E620), glutamate monosodique (E621) et le dioxyde de silicium (E551).

26.2 Indemnités de résiliation

L'accord-cadre étant passé sans minimum, la résiliation n'ouvre pas droit à indemnité pour le titulaire.

Article 27 : Exécution aux frais et risques du titulaire

27.1 En cas de rupture d'approvisionnement en cours d'exécution du marché

Dans l'hypothèse où le titulaire serait dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie de la prestation dans les délais et conditions prévus aux marchés ou sur le bon de commande, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant. Une éventuelle diminution des dépenses ne profitera pas au titulaire défaillant.

Dans ce cas, le titulaire du marché est tenu d'informer par écrit le pouvoir adjudicateur de son impossibilité de livraison ainsi que la date de reprise de livraison : à défaut, le pouvoir adjudicateur ne pourra être tenu pour responsable d'un prolongement de l'approvisionnement chez l'autre fournisseur, et le titulaire du marché en supportera les conséquences financières.

27.2 Après résiliation prononcée aux torts du titulaire

Conformément aux articles 41 et 45 du CCAG-FCS, en cas de résiliation pour faute, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant.

Article 28 : Droit applicable et tribunal compétent

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Le Tribunal Administratif d'Orléans est seul compétent pour régler les litiges nés de l'exécution du (des) présent(s) marché(s).

Chapitre VI – Dérogations au CCAG

Par dérogation à l'article 39 du CCAG-FCS, le présent CCAP ne prévoit pas d'article récapitulant les dérogations au CCAG-FCS.

Les articles suivants dérogent au Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et Services :

Article du CCAP	Article du CCAG auquel il est dérogé	Objet
Article 1.4.1	Article 13.1.1	Début du délai d'exécution différent de la date de notification
Article 12	Article 13.1.2	Début du délai d'exécution du bon de commande à la date d'envoi
Article 19	Articles 28 à 30	Opérations et décisions de vérification
Article 23	Article 33	Durée de garantie (<i>si différente de 1 an</i>)
Article 25	Article 14	Pénalités
Article 26.1	Articles 39 à 42	Résiliation du/de(s) marché(s)
Article 26.2	Article 14.1	Indemnités de résiliation
Article 27	Article 45	Exécution aux frais et risques